CE MONDE QUI BOUGE

Syrie, Carla del Ponte s'est-elle trompée ?

Par Hassane Zerrouky

L'ancienne procureure du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) et membre de la commission d'enquête de l'ONU sur les violations des droits de l'homme en Syrie, Carla del Ponte, est-elle allée trop loin en accusant les insurgés syriens d'avoir fait usage d'armes chimiques ? «Selon les témoignages que nous avons recueillis, les rebelles ont utilisé des armes chimiques, faisant usage de gaz sarin», a-t-elle déclaré. Des propos qui ont fait l'effet d'un coup de tonnerre dans le ciel serein des certitudes médiatiques occidentales.

Sans surprise, le porte-parole de la Maison-Blanche, Jay Carney, s'est inscrit en faux : les Etats-Unis se montrent «sceptiques quant aux affirmations selon lesquelles l'opposition (syrienne) aurait pu utiliser des armes chimiques», a-t-il assuré. Pour lui, «l'utilisation d'armes chimiques» en Syrie ne peut être que «le fait du régime de Bachar al-Assad». Sur quoi se fonde-t-il ? On n'en sait rien. Sans doute est-ce pour cette raison que Barack Obama a expliqué qu'il n'existait pas de «réponses faciles» face à cette situation. Quant à l'ONU, elle a tenté de tempérer les affirmations de

Carla del Ponte, assurant que la Commission d'enquête mandatée par l'ONU «n'avait pas obtenu de résultats permettant de conclure que des armes chimiques ont été utilisées par les parties au conflit».

En attendant de plus amples éclaircissements, les déclarations de Carla del Ponte interpellent. Il y a 11 ans, Washington, relayé par la quasi-majorité des médias occidentaux, accusait le régime de Saddam de posséder des armes de destruction massive. On avait même vu le chef de la diplomatie américaine Colin Powell brandir devant les membres du Conseil de sécurité de l'ONU des «preuves» pour justifier la guerre qui se préparait contre l'Irak et dont l'objectif, au-delà du renversement du régime de Saddam, ne visait rien de moins qu'à remodeler la carte du Proche et Moyen-Orient ! La suite ? C'étaient des mensonges !

A l'évidence, aujourd'hui, on est toujours dans la même configuration géostratégique qu'il y a 11 ans : le remodelage de la carte politique commencée sous George Bush est encore à l'ordre du jour. Et pour ce faire, Washington et ses alliés ne reculeront devant aucun mensonge. C'est la raison pour laquelle les propos de Carla del Ponte accusant les rebelles syriens ont quelque peu brouillé les cartes. Ils interviennent de surcroît quelques jours après les frappes israéliennes contre l'armée syrienne. Et là, je voudrai préciser ceci : Israël n'est pas l'allié objectif de la Syrie de Bachar, comme l'assurent certains. C'est de fait un acteur actif sur le terrain syrien depuis quelque temps déjà. L'AFP daté du 16 février rapportait que des rebelles syriens étaient soignés en Israël. Mieux, le 28 mars, les militaires israéliens ont installé un hôpital de campagne sur les hauteurs du Golan qui soigne actuellement les combattants de l'Armée syrienne libre (ASL). Bien plus, comme l'atteste encore un certain Hussein Restnaoui, qui, au nom l'ASL, a félicité en direct, sur la 2e chaîne publique israélienne, Israël d'avoir frappé l'armée syrienne, sans être démenti par ses amis de l'ASL, les liens entre des groupes rebelles syriens et Israël ne font désormais l'objet d'aucun doute. Pour en revenir aux attaques israéliennes, précisons ceci : comme les Etats-Unis ne peuvent pas intervenir militairement pour soulager les «rebelles» syriens face à la pression de l'armée de Bachar, il importait qu'Israël invoque n'importe quel motif pour inverser un rapport des forces défavorable aux insurgés sur le terrain militaire ! Car, à l'instar de Washington et de ses vassaux qataris et saoudiens, pour Tel-Aviv, la destruction de l'Iran passe par Damas ! Un objectif risqué car rien ne dit qu'une implosion de la Syrie n'entraînerait pas à terme une déstabilisation généralisée et ingérable de toute la région. Pour finir, l'implication israélienne (avec le soutien de Washington) aux côtés des insurgés syriens ne doit pas occulter la responsabilité écrasante du régime de Bachar al-Assad dans la crise actuelle. Quarante ans de dictature, de répression, d'arrogance et de corruption, ça se paie un jour. Et en continuant de parier sur une solution basée sur la force brutale de la répression au lieu de répondre aux attentes de ceux qui manifestaient pour la démocratie, le chef de l'Etat syrien s'est coupé définitivement d'une majorité de ses concitoyens. S'il veut sauver son pays, il ne lui reste qu'une carte : négocier une solution politique et partir.

H. Z.

MENACES AMÉRICAINES CONTRE L'ALGÉRIE

Louisa Hanoune revient à la charge

La secrétaire générale du Parti des travailleurs est persuadée que les Etats-Unis préparent une action militaire contre l'Algérie. Louisa Hanoune estime que cette menace est prise à la légère par la classe politique et les médias.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Les Etats-Unis d'Amérique se préparent à lancer une attaque contre l'Algérie. Louisa Hanoune est convaincue que le récent déploiement de soldats et d'avions américains dans une base au sud de l'Espagne entre dans ce cadre.

«Il y a des signes qui indiquent que notre pays est en danger. L'autorisation accordée par le gouvernement espagnol à l'Administration américaine pour l'installation de 500 soldats et de 8 avions dans la base de Morón de la Frontera, en Andalousie, est un signe clair. Nous sommes certains que cette force militaire est destinée à intervenir en Algérie, malgré les déclarations du gouvernement espagnol et du département américain à la Défense. D'ailleurs, le Pentagone s'est fendu d'une déclaration absolument ahurissante puisqu'il a précisé que ces forces sont chargées d'intervenir dans les pays d'Afrique de l'Ouest. Comment cela se peut-il puisque les Etats-Unis ont déjà des forces dans cette région d'Afrique ?», a expliqué, hier, Louisa Hanoune à l'ouverture de la session ordinaire du comité central du Parti des travailleurs. Hanoune a indiqué avoir été récemment contactée par l'ambassadeur d'Espagne à Alger qui a tenu à la rassurer.

«L'ambassadeur d'Espagne m'a appelée au téléphone, il s'est montré rassurant. Pour lui, il n'y a aucune volonté de porter préjudice à l'Algérie. Je lui ai répondu que nous serons totalement rassurés du côté de l'Espagne lorsque le Premier ministre rendra publique une déclaration officielle pour annoncer que cette base ne sera pas utilisée pour lancer une attaque militaire contre l'Algérie. Mais nous ne croirons jamais les Américains pour la simple raison qu'ils sont des menteurs.»

Mais Louisa Hanoune dit ne pas comprendre la passivité de la classe politique et des médias algériens à propos de cette affaire. «Soit ils savent et c'est très grave, soit ils n'ont rien compris. Mais dans quelque temps, il sera trop tard». Elle s'est montrée particulièrement remontée contre Amar Belani, le chargé de la communication du ministère des Affaires étrangères qui, selon elle, «n'est pas habilité à parler au nom de l'Administration américaine et du Pentagone». «Dans cette affaire, il semble que Belani s'est exprimé en son nom personnel», précisera-t-elle. Au terme de son discours d'ouverture, Louisa Hanoune a confirmé à la presse avoir rencontré récemment le Premier ministre et lui avoir fait part de ses craintes. «J'ai remis un dossier complet à Abdelmalek Sellal. C'est une affaire trop grave pour que les plus hautes autorités de l'Etat ne s'y intéressent pas».

La question de l'absence du président de la République a-t-elle été abordée lors de cette rencontre ? «Evidemment, a répondu Hanoune. Nous avons parlé de la santé du président. M. Sellal m'a confirmé qu'il se portait mieux. Nous avons comparé les informations dont nous disposons à ce sujet et sommes arrivés à la même conclusion. Le président de la République va bien. C'est son premier AVC, il faut lui laisser le temps de se reposer».

T. H.

MOHAMED ABDELAZIZ :

«Les signes de la victoire sont visibles»

Pour le président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), la politique de la peur et de la terreur, exercée, à huis clos, par l'Etat marocain à l'encontre du peuple sahraoui, est définitivement révolue. «Les signes d'une victoire proche du peuple sahraoui sont visibles à l'horizon», a-t-il affirmé, hier, aux camps des réfugiés sahraouis de Laâyoune.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Le chef de l'Etat sahraoui met en garde les autorités marocaines contre le «pourrissement» de la situation et interpelle le Conseil de sécurité et la communauté internationale sur la gravité d'une telle politique.

Quant à la charte et les résolutions de l'ONU portant sur le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, il estime qu'il est temps que la communauté internationale s'attelle à leur application, en mettant un terme à «l'intransigeance et le non-respect des engagements du gouvernement marocain». Présidant la cérémonie du 40e anniversaire du Front Polisario, Mohamed Abdelaziz a affirmé que quatre décennies de lutte acharnée et de souffrances, d'acquis et de victoires sont synonymes de la détermination du peuple sahraoui. «Aujourd'hui, les Sahraouis ont construit les fondements solides pour une société moderne aux idéaux démocratiques et égalitaires bannissant l'extrémisme», dira-t-il. Et de poursuivre : «Quarante ans est un temps record, pourtant la lutte du peuple sahraoui a progressé dans tous les domaines, notamment politique, diplomatique et social.»

Il a, en outre, rappelé que la RASD, en tant que membre fondateur, occupe sa place naturelle au sein de l'Union africaine (UA).

A la tête de la délégation algérienne, le secrétaire d'Etat chargé de la communauté nationale à l'étranger, Belkacem Sahli, qui a, pour sa part, interpellé l'UA sur la question sahraouie.

Il estime que le processus de décolonisation dans le continent africain demeure «inachevé» puisque le conflit du peuple sahraoui se poursuit. Le ministre réitère ainsi la position de l'Algérie pour la solution de ce conflit dans le cadre onusien. «La communauté internationale ne doit pas reculer devant ses responsabilités, notamment la question du droit à l'autodétermination. Elle doit également coordonner ses efforts pour mettre un terme à la répression exercée contre le peuple sahraoui», dit-il.

Les violations des droits de l'homme dans les territoires occupés du Sahara occidental consistent, selon lui, une autre préoccupation de la communauté internationale.

Par ailleurs, les festivités du 40e anniversaire du Front Polisario ont été marquées par une parade militaire. Présents à la cérémonie, les représentants des gouvernements, des parlements, des partis politiques des pays de l'Afrique, de l'Amérique latine, de l'Europe et du monde arabe ainsi que des ONG et associations ont été émerveillés par la maîtrise et l'organisation des différentes unités de l'Armée de libération nationale de la RASD.

R. N.

AFIN D'ÉVITER LE TERRIBLE SCÉNARIO DE L'ÉTÉ 2012

Des moyens supplémentaires pour lutter contre les feux de forêt

En plus des 6 hélicoptères qui seront mobilisés par la Protection civile, la Direction générale des forêts (DGF) a engagé des négociations avec la compagnie Tassili Airlines pour l'affrètement d'avions bombardiers d'eau.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - La Commission nationale de protection des forêts (CNPF), dans laquelle siègent douze départements ministériels, s'est réunie hier à Alger, pour ajuster les derniers détails liés au dispositif opérationnel mis en place, pour la campagne de prévention et de lutte contre les feux de forêt pour la campagne 2013.

Le dispositif, qui s'étalera sur deux phases, comprend en premier lieu, les moyens et la stratégie de prévention. Ainsi, et selon le secrétaire général du ministère de l'Agriculture, Fodil Feroukhi, qui a présidé la rencontre «plusieurs actions d'entretien des voies d'accès, de nettoiement, de désherbage et autres travaux sylvicoles ont été réalisées depuis le début de l'année, touchant les infrastructures qui traversent les forêts ou à proximité, qui pourraient être à l'origine d'un départ de feu».

Ce programme qui touche les 40 wilayas du nord du pays, sera réparti sur les différents secteurs siégeant dans la commission et des actions seront engagées suivant les compétences et les prérogatives de chacun. «L'aménagement et l'entretien de tranchées se font par l'administration des forêts tandis que l'entretien des accotements des routes longeant ou traversant les massifs forestiers par les services des travaux publics, des collectivités locales et des forêts.

Quant à l'entretien des tranchées sous lignes de haute tension, l'opération est menée par la Sonalgaz, alors que l'entretien des voies ferrées traversant les massifs forestiers ou à proximité, est engagé par la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF)», souligne de son côté le DGF Mohamed Seghir Noual, tout en annonçant l'ouverture de nouvelles pistes forestières et leur aménagement pour faciliter l'intervention. Il a été également procédé, selon toujours ce dernier, à «l'installation de 40 comités opérationnels de wilaya, pour la coordination des opérations et la mobilisation des moyens de lutte sur le territoire et la mise en place de 461 comités opérationnels de daïra qui coordonnent les opérations de lutte et la mise en œuvre des moyens nécessaires au niveau des communes».

Placés sous l'autorité de chaque daïra, 1 380 comités opérationnels communaux ont été installés et auront pour rôle, la coordination des actions de lutte, au niveau communal de même qu'il a été question de l'installation de 1 562 comités de riverains qui jouent un rôle important dans la prévention des feux de forêts, la sensibilisation, l'alerte et la première intervention sur les foyers de feux naissants, selon toujours les précisions du DGF.

S'agissant de la deuxième phase qui concerne les moyens d'intervention, sont au programme la mobilisation de «369 postes de vigie chargés de la surveillance et de l'alerte avec un effectif à mobiliser de 1 041 éléments, 404 brigades mobiles avec un effectif de 1 477 éléments chargés de la première intervention, la réquisition de 487 chantiers dans le cadre des différents programmes sectoriels de développement, avec un effectif global de 7 863 ouvriers et 1 592 chantiers relevant des autres secteurs, le recensement de 2 575 points d'eau situés en forêts ou à proximité, qui serviront à approvisionner en matière d'intervention», affirme-t-il.

Quant aux forces de la Protection civile, il est évident que chaque année, d'importants renforts en moyens humains et matériels sont engagés dont le nombre a encore une fois augmenté pour 2013. Enfin, il est à rappeler qu'en 2012, il a été enregistré une superficie parcourue par le feu, estimée à 99 061 hectares (ha), dont 52 204 en forêt (53%), 25 839 en maquis (26%), 14 689 ha en broussaille (15%) et 6 329 ha constitués d'alfa, de nouvelles plantations et autres.

M. M.